



EDITORIAL

POLITIQUE CULTURELLE

Aimez-vous les uns les autres !

Luc Caregari

Alors que la situation financière se dégrade, le monde culturel sent aussi le vent tourner. Mais la concurrence et la jalousie restent dominants dans le monde culturel - c'est aussi une conséquence d'une politique clientéliste.

Ces derniers temps, l'Institut Pierre Werner (IPW) a fait la une de certains titres de presse. Mais point de changement de direction, ni de grande conférence exceptionnelle en vue. Cette fois, il en allait de la substance même de cet institut, qui se voulait un fleuron de communication culturelle entre l'Allemagne, la France et le Luxembourg. Car la France vient de révoquer son représentant - qui donnera son poste à la directrice de l'Institut français - et tient à diminuer sa participation financière dans l'IPW. Mais voilà, en tant qu'institution trinationale - d'ailleurs, qui le savait, avant ces couacs, que l'IPW était trinational? - le financement est soumis à une logique paritaire. C'est-à-dire que si un partenaire diminue sa contribution, les autres doivent faire de même. Ce qui produirait un triplement de la baisse des financements de l'IPW et aurait des conséquences néfastes sur sa programmation haut de gamme, quoique pas toujours bien communiquée au grand public.

Cet exemple démontre qu'un manque de solidarité et une mauvaise politique à la base des financements est toujours néfaste, surtout en temps de crise. Dans le cas de l'IPW, le fait que la France se retire n'étonne qu'à moitié. Tandis qu'en 2003, lors de la fondation de l'institut, les Allemands avaient dissous leur Goethe Institut et renoncé à la bibliothèque Thomas Mann, les Français gardaient leur Institut français. Ce qui a conduit à des déséquilibres croissants dans la direction tripartite - comme c'est luxembourgeois ! - de l'institut. Des déséquilibres que les directions luxembourgeoises successives n'ont pas su faire disparaître.

Mais ce n'est pas uniquement au niveau européen que ces problèmes et ces attitudes se cristallisent. Un autre exemple au niveau national illustre aussi bien ces tendances. Ainsi, ces derniers jours, beaucoup d'encre a coulé sur les absences de stands

luxembourgeois à la foire aux livres de Francfort et au Salon du Livre à Paris. Ce qui a irrité les députées libérales Anne Brasseur et Lydie Polfer à tel point qu'elles ont cité la ministre de la culture Octavie Modert devant la commission culturelle de la Chambre des députés pour s'expliquer sur ces absences - ainsi que sur le tumulte autour de l'IPW, au sujet duquel on n'a pas encore pu entendre le son de cloche du ministère.

La plupart des éditeurs luxembourgeois sont en guerre permanente les uns contre les autres.

Gageons que de cette rencontre il ne restera pas grand chose, excepté un passage en revue de problèmes connus. La plupart des éditeurs luxembourgeois sont en guerre permanente les uns contre les autres. Concernant la participation aux foires internationales, le ministère a choisi de ne jamais appuyer un seul éditeur, mais de confier cette mission à la fédération des éditeurs. Cependant celle-ci reste sous la domination des « grands » éditeurs nationaux, surtout ceux qui ne gagnent pas leur pain quotidien qu'en vendant des livres. Il n'est donc pas étonnant que les « petits » éditeurs n'y adhèrent pas - aussi pour des raisons idéologiques - vu que la fédération adhère aussi à la très néolibérale Chambre du commerce. Mais tout cela n'est pas nouveau. Et on se demande parfois d'où nous vient cette bizarrerie luxueuse et si luxembourgeoise de croire qu'avec un territoire tellement réduit on pourrait vraiment se permettre une situation de concurrence tellement ridicule. La réponse est complexe et si on veut être fair-play, les deux côtés doivent faire des efforts : les éditeurs devraient cesser de s'enfoncer les uns les autres et le ministère devrait enfin songer à une méthode de subventionnement de l'édition luxembourgeoise plus équilibrée. Car une bonne partie des déséquilibres en cette matière résulte d'une politique sans vraie vision et souvent clientéliste.

NEWS

Finanzplatz: Das nicht so andere „Geschäftsmodell“ S. 3

Geschlechterrollen: Sex sells! S. 4

Nucléaire: Cattenom: non merci? p. 5

REGARDS

Bürgerbeauftragte: Multitasking Ombudsfrau S. 6

Sexualité et handicap: « Le capitalisme financier doit quitter la scène » p. 8

Bonnes feuilles (3/6): Berlin ne répond pas p. 10

Glauben 2.0: Ein Papst zum Herunterladen p. 13

Finanzkrise: Euro gerettet, Zypern versenkt S. 14